

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Député sortant Maire de Meyzleu Membre du Conseil de la Courly Membre du Conseil régional Rhône-Alpes Secrétaire National du Parti Socialiste Agrégé de l'Université Maître-Assistant à la Sorbonne

Elections Législatives du 12 Mars 1978

Madame, Monsieur,

Voilà cinq ans, les citoyennes et les citoyens de la 13^e circonscription du Rhône nous ont élus, Jean POPEREN et Pierre MOUTIN, comme député et député suppléant.

Durant ces cinq années, nous nous sommes efforcés d'accomplir au mieux notre mandat, d'être attentifs à tous vos problèmes, individuels ou collectifs, de vous aider à les résoudre. Aujourd'hui, nous vous demandons de nous renouveler votre confiance, pour le bien des communes de la 13° circonscription du Rhône.

En même temps, et dans un moment grave, vous ferez un choix de portée nationale. De sérieux changements sont aujourd'hui nécessaires en ce pays; ils sont souhaités par tous ceux - ouvriers, employés, techniciens, paysans, petits entrepreneurs du commerce et de l'industrie - qui vivent de leur travail. Pour ces changements, c'est d'abord sur le Parti Socialiste, le Parti de François MITTERRAND, que comptent les Français : ils savent que le Parti Socialiste appliquera le Programme Commun de la Gauche sans démagogie et sans faiblesse, ils savent que le Parti Socialiste, lui, tient ce qu'il promet et ne promet que ce qu'il peut tenir.

Dans le proche avenir, le rôle de votre député, Jean POPEREN, l'un des principaux dirigeants du Parti Socialiste auprès de François MITTERRAND, membre du Secrétariat National du P.S., sera important. Pour cette tâche aussi, nous avons besoin de votre confiance.

C'est le 12 mars que vous déciderez, et il faut que les choses soient claires : s'il arrivait qu'en raison de la dispersion des suffrages sur des candidats de second plan et sans espoir, le candidat socialiste ne soit pas en tête de la gauche au premier tour, il serait éliminé.

cot au i toui ac i dicutivii, mai J, vous désignerez votre député.

Le 12 mars, n'égarez pas votre voix.

Votez, dès le premier tour Jean Poperen Pierre MOUTIN

CANDIDATS du PARTI SOCIALISTE



Maire de Décines Conseiller général du Canton de Meyzieu Membre du Conseil de la Courly Président du Symalln Cadre hospitaller

LES SOCIALISTES PROPOSENT...

SUR LE PLAN LOCAL

OUI A UN AMÉNAGEMENT RAISONNABLE, NON A UNE CROISSANCE SAUVAGE.

Les graves inconvénients des concentrations urbaines excessives et anarchiques ne sont plus à démontrer. Ce que veulent les Socialistes, c'est permettre aux habitants de l'Est lyonnais, comme à tous les Français, de « vivre, vivre autrement, vivre ensemble » (François Mitterrand) : cela signifie, tout particulièrement, pour l'Est lyonnais, des moyens donnés aux collectivités locales pour les équipements collectifs.

Ce qu'il nous faut obtenir, élus et population :

- Réalisation du lycée de Bron, du lycée d'enseignement professionnel de Vaulx-en-Velin, des C.E.S. de Saint-Laurent - Saint-Bonnet-de-Mure et de Chassieu-Genas
- Réalisation du C.D. 300, de LY 5 et de LY 13, dans sa partie centrale, comme voie intercommunale.
 Réalisation de la déviation du CD 147 à Azieu et de la desserte du pont de Jons.
- Gratuité de l'autoroute A 43, au moins jusqu'à la bretelle de Satolas.
- Desserte régulière, par transports en commun voyageurs, de toutes nos communes, notamment des quartiers de Meyzieu, de Jonage, de Jons. Equipement du chemin de fer de l'Est pour le transport voyageurs.
- Stabilisation au niveau actuel des installations de Satolas et réalisation des travaux d'insonorisation au bénéfice des riverains.
- Cessation progressive des activités de l'aéroport de Lyon-Bron.
- Réalisation des ensembles à prépondérance commerciale et tertiaire sur le site de Bron.
- Aménagement de la zone verte du Fort de Bron, notamment avec un parcours de santé.
- Abandon définitif des projets de forte densification urbaine sur l'axe Décines-Meyzieu et préservation dans ce secteur d'une large zone verte.
- Réalisation rapide de la nouvelle poste centrale de Vaulx-en-Velin et de la nouvelle poste de Décines.
- Mise en place d'un pôle hospitalier, équipé notamment pour les urgences médicales et chirurgicales.

SUR LE PLAN NATIONAL

JUSTICE SOCIALE ET RELANCE ÉCONOMIQUE.

D'abord, des mesures d'urgence pour la justice sociale :

SMIC à 2 400 F en avril 1978;

Western was

Augmentation de salaires de taux décroissants pour atteindre le taux 0 quand le salaire est égal à quatre fois le nouveau SMIC;

Revalorisation sur deux exercices budgétaires de 50 % des allocations familiales ;

Minimum vieillesse porté immédiatement à 1200 F, ainsi que l'aide sociale versée aux handicapés adultes.

- Relance de l'économie par le développement de la consommation populaire et par les créations d'emplois : 500 000 emplois créés dès 1978, dont 150 000 pour améliorer la qualité du service public (Education, Santé, P.T.T., Culture, Sports et Loisirs).
- Nationalisation de l'ensemble du crédit et des neuf grands groupes industriels, tels que prévus dans le Programme Commun de Gouvernement de 1972.
- Elargissement de la part des équipements collectifs dans le budget national.
- Vote et application d'un Code de l'Environnement qui préservera la nature contre les saccages et les gaspillages capitalistes.
- Rétablissement d'un réel contrôle parlementaire, notamment d'un contrôle budgétaire sur l'action du gouvernement.
- Des initiatives hardies pour l'Europe des travailleurs, pour le désarmement, contre la menace mortelle de la guerre nucléaire.